

## CHAPITRE X

## SITUATION DE LA PROVINCE APRÈS LA VICTOIRE DE COULMIERS

Capitulation et résistance. — Lichtemberg. — Marsal. — Vitry-le-Français. — L'explosion de la citadelle de Laon. — Mort du général Thérémín. — Parmain et l'Isle-Adam. — Résistance de Parmain. — La résistance de Saint-Quentin. — Le 8 octobre. — M. Anatole de la Forge. — Soissons. — Siège et capitulation. — Capitulation de Schelestadt et de Neufbrisach. — Siège de Verdun. — Le général Guérin de Waldersbach. — DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES.

Pendant que ces événements s'accomplissaient sur la Loire et que la fortune paraissait un moment revenir à nous, l'ennemi continuait à s'avancer en France, vers le Nord et vers l'Est, et si la résistance nationale n'avait pas à enregistrer de victoire, elle pouvait du moins s'enorgueillir de quelques faits d'armes isolés où se montrait encore l'antique valeur française. Nous réservons tout un chapitre ultérieur sur les opérations dans l'Est et sur la lutte en Bourgogne. Dijon était occupé par les troupes de von Beyer, depuis le 31 octobre, et le bruit qui avait un moment couru à Paris d'une bataille considérable gagnée par le général Cambriels dans les Vosges ne s'était pas confirmé. Nous ferons connaître bientôt les situations respectives des armées belligérentes de ce côté de notre frontière. Le présent chapitre est consacré à certains faits que nous avons dû négliger dans le cours de ce récit et qui, antérieurs à la bataille de Coulmiers, sont parfois, quoique moins favorables à nos armes, aussi glorieux que cette victorieuse journée.

Dans sa marche à travers la France, l'ennemi n'avait guère rencontré que Strasbourg, Toul et Metz capables de l'arrêter. Nous l'avons vu emporter trop facilement des forts et des forteresses qui, si elles eussent été tenues en état, eussent certainement entravé sa course victorieuse. C'est Lichtemberg, le 12 août, défendue par M. Archer, sous-lieutenant au 96<sup>e</sup> de ligne; c'est Marsal, le 14 août, où M. Leroy, capitaine de l'état-major des places, commandait à 512 hommes. Ces petites places, depuis longtemps déclassées, comme on dit, par le génie, n'étaient plus en réalité que des « nids à bombes, » et certes elles ne pouvaient soutenir un long siège. Ces capitulations là ne sont pas de celles que ces poignées d'hommes, une compagnie ou un bataillon, pouvaient longtemps

empêcher, et que devra flétrir la commission d'enquête nommée par le gouvernement. Cependant on avait trouvé soixante canons à Marsal, mais dans quel état! Vitry-le-Français s'était rendu le 25 août, avec seize canons et neuf cents hommes, aux troupes allemandes (1).

Le 8 septembre, l'ennemi, victorieux à Sedan et poursuivant sa marche sur Paris, arrivait devant Laon, où commandait le général Thérémín. Un

(1) A propos de Vitry-le-François, je trouve ce passage dans l'*Avenir national* :

Nous avons, à plusieurs reprises, demandé que les séances du conseil d'enquête sur les capitulations fussent publiques, ou que tout au moins, les procès-verbaux authentiques des séances fussent publiés. « Nous désirons connaître, avons-nous dit, le texte exact de l'interrogatoire et des réponses, et la forme des jugements; nous le désirons dans l'intérêt de la commission, dans l'intérêt du pays, dans l'intérêt des accusés eux-mêmes qui doivent être publiquement condamnés s'ils sont coupables, publiquement absous et félicités s'ils ont rempli courageusement leur devoir. » Il ne paraît pas que le conseil d'enquête se soit décidé à ordonner cette publicité nécessaire. Il en résulte que certains journaux, et entre autres l'*Union*, publient des comptes rendus et des informations relatives aux décisions rendues par ce conseil, qui peuvent ne pas être et ne sont pas toujours d'une exactitude rigoureuse. Mais, en l'absence d'informations officielles, ces comptes rendus font le tour de la presse, et ces erreurs sont ainsi propagées, sans que ceux qui en sont victimes puissent les faire rectifier partout où elles ont été reproduites, un ordre du ministre de la guerre, fort sage d'ailleurs, interdisant aux officiers de faire insérer dans les journaux des lettres signées de leur nom. C'est ainsi que l'*Union* avait désigné, à deux reprises, M. le capitaine Hamen, ex-commandant la place de Vitry-le-Français, comme ayant été blâmé par le conseil d'enquête, pour avoir capitulé devant l'ennemi, et n'avoir point encloué ses canons. Ce renseignement était inexact. M. Hamen était bien commandant de place à Vitry, mais cette place était pourvue d'un commandant supérieur sous les ordres duquel il était placé : il n'était par suite nullement responsable. De plus, ce commandant supérieur, M. le chef d'escadron Terquem, de l'artillerie, nommé par M. le général Trochu, n'a pas capitulé : il s'est retiré de Vitry, dans la nuit du 21 au 25 août 1870, en vertu de trois dépêches ministérielles qu'il avait reçues, datées des 20, 22 et 24 du même mois. Telle est l'exacte vérité.

parlementaire prussien s'était déjà présenté, le mercredi 7 septembre, dans la soirée, sommant la place de se rendre. On l'avait congédié, son grade ne l'autorisant pas à traiter de cette reddition. Mais le lendemain arrivait, les yeux bandés, à la citadelle le colonel von Alvensleben, qui annonçait au général Thérémín le bombardement de la ville au cas où elle ne capitulerait pas. Le maire de Laon expédia aussitôt au ministère de la guerre une dépêche ainsi conçue :

« L'armée du grand duc de Mecklembourg entoure Laon et somme la place de se rendre. Si la reddition n'est pas effectuée demain avant dix heures du matin, Laon subira le sort de Strasbourg (2). »

Dans la nuit arrivait la réponse du ministère de la guerre : « Agissez devant la sommation selon les nécessités de la situation. » Le général et le préfet, M. Ferrand, s'occupèrent alors de rédiger un programme de capitulation. Il paraît que la situation de la ville de Laon ne lui permettait point de se défendre : de toutes parts elle offre son flanc aux coups de l'ennemi. Pendant ce temps, un corps de 45 à 50,000 hommes menaçait Soissons, dont les portes du moins ne devaient pas tomber sans combat.

Dès le matin du lendemain, vendredi 9, la garde nationale de Laon rapportait ses armes à l'Hôtel de ville. M. de Chézelles, chef du bataillon de mobiles de Laon, partait pour Eppes, où il allait régler les conditions de la capitulation avec le duc de Mecklembourg. Dans un article de la *Gazette militaire* de Berlin, qui fit sensation en Allemagne et en France, l'auteur, officier prussien, signale parmi les causes de la chute de tant de nos places fortes, la *résignation fataliste* qui semblait s'être emparée de nos commandants. La reddition de Laon donnerait certes raison à son mot. Deux heures après le départ de M. de Chézelles, la capitulation était chose réglée. A midi, par une pluie battante, les premières troupes allemandes arrivaient à Laon, et le grand duc de Mecklembourg entra dans la cité musique en tête.

« Aux termes de la capitulation, raconte M. Édouard Fleury, les mobiles, laissés libres sur parole de ne pas servir contre l'Allemagne pendant la durée de la guerre, après avoir déposé leurs armes (leurs armes vierges), défilaient et sortaient de la citadelle. Le duc et le général causaient auprès de la table, où ils allaient signer la capitulation. » Tout à coup, une détonation effroyable retentit : la poudrière saute. Le magasin à poudre, la caserne, tout un quartier de Laon, le faubourg de Vaux, sont ruinés, lézardés comme par un tremblement de terre. L'explosion formidable a semé partout ses

(2) Voyez les *Éphémérides de la guerre dans l'Aisne* par M. Ed. Fleury.

débris. Le duc de Mecklembourg est contusionné à la jambe, le général Thérémín a reçu deux blessures profondes à la tête. Dix officiers de mobiles ont été tués, neuf autres blessés sous les décombres, deux cents autres malheureux ont été écrasés, plus de cent cinquante sont blessés grièvement. Les Prussiens n'ont perdu qu'un officier d'artillerie et trente-deux sous-officiers et soldats; huit officiers et soixante-trois hommes ont été blessés en même temps. En tout, quatre cent soixante victimes environ : trois cent soixante Français, quatre-vingt-dix à cent Allemands. Ce fut dans la ville un effroi et un effarement suprêmes.

« Quand on revint de la stupéfaction, ajoute M. Fleury à qui nous empruntons ces détails, on assista à une scène terrible. Les Prussiens fusillèrent les mobiles qui fuient, ils les poursuivent par les rues et jusque dans les maisons. » Le duc de Mecklembourg, courant sous la pluie, s'écriait qu'il allait infliger à cette ville un châtement dont on se souviendrait dans mille ans. Le colonel von Alvensleben plaida la cause de la cité. D'ailleurs, le nombre des cadavres français n'indiquait-il point que ce n'était point avec préméditation qu'on avait attiré, pour l'y anéantir, l'ennemi dans la citadelle? Nos malheureux mobiles avaient plus souffert que les Allemands.

Le préfet n'en était pas moins arrêté et le général Thérémín, transporté à l'Hôtel-Dieu, était gardé à vue. Mourant, il était considéré comme prisonnier.

L'explosion de la citadelle de Laon n'était point l'œuvre du général, pas plus que celle de M. Ferrand, le préfet. Elle avait pour auteur un seul homme, du nom d'Henriot. Garde d'artillerie dans la citadelle, Henriot n'avait pu sans doute supporter l'idée de voir entrer l'ennemi dans ces murailles qu'il eût voulu défendre. Afolé, exaspéré, il conçut et accomplit ce que les Allemands allaient bientôt appeler un *crime français* et ce qu'une dépêche affichée à Paris nous présentait comme la protestation et le sacrifice d'une garnison qui ne voulait point se rendre.

Les Allemands n'ignoraient pas pourtant que la garnison de Laon se rendait sans combat. Le garde Henriot seul, enseveli sous les décombres, avait accompli inutilement ce crime d'un patriotisme sauvage et qui frappait surtout des Français. Reconnu innocent par le conseil de guerre prussien, le général Thérémín mourait bientôt de ses blessures et, les autorités prussiennes de Laon demandant à lui rendre les honneurs militaires, la famille refusa.

Telle est, dans sa triste vérité, l'histoire de l'explosion de la citadelle de Laon qui ne fut ni un ignoble forfait comme l'ont répété les Allemands, ni un acte d'héroïsme antique, comme nous l'avons cru un moment. Ce drame terrible jeta cependant un

véritable effroi en Allemagne. Notre prudent ennemi se demandait si les dangers de ce genre n'allaient point, en France, se multiplier à chacun des pas. Certes, s'il y eût eu dans la défense plus d'initiative privée, plus de violence et plus de haine, les Allemands eussent rencontré d'autres obstacles en chemin.

Chaque fois qu'on se redressa devant eux, ils éprouvaient des échecs. Nous avons raconté le dévouement de Châteaudun, nous raconterons tout à l'heure celui de Saint-Quentin. Mais, avant ces deux villes, un petit village de Seine-et-Oise, Parmain, qui n'est en quelque sorte qu'un faubourg de l'Isle-Adam avait donné l'exemple de la résistance. C'était le 22 septembre. Depuis le 16, les Prussiens étaient arrivés à l'Isle-Adam, arrachant le drapeau français, réquisitionnant, emportant les provisions de bouche. A Parmain alors, écrit M. le docteur Abbadie, un patriote, M. Capron, ne put voir de sang-froid cette invasion et ces pillages. « Il fait appel à quelques amis. Le rendez-vous est donné au fond d'une carrière. Ils sont vingt-huit et la résistance est décidée. » Le lendemain, les Prussiens arrivent, traînant des chariots et chantant. Les francs-tireurs s'embusquent, une fusillade accueille l'ennemi et, tout aussitôt, fuyant éperdus, les Allemands abandonnent leurs chevaux et leurs chars. On vit alors les femmes, les enfants, traîner à bras ces chariots conquis, on les entendit crier : Aux armes ! L'ennemi avait fui. On le vit bientôt revenir le 27 septembre, et, attaquant Parmain où s'étaient barricadés les francs-tireurs, il fit usage de deux obusiers. Le pont sur l'Oise qui sépare l'Isle-Adam de Parmain donnait un certain avantage à nos francs-tireurs. Ils se battaient avec acharnement, tirant avec précision. A quatre heures du soir, les Prussiens, repoussés encore une fois, faisaient sonner la retraite. Mais, en reculant, ils incendiaient. Selon leur habitude ils mettaient le feu ; c'était leur trait de Parthes. Le 29 septembre, deux jours après, ils revenaient au nombre de quinze ou seize cents, munis, cette fois, d'une artillerie redoutable et décidés à en finir avec ces quelques braves qui les tenaient en échec et par deux fois les avaient battus. Changeant de tactique, ils prirent les francs-tireurs à revers, et vers la nuit, M. Capron fit sonner la retraite. A ce moment, M. Desmortier, un vieillard (71 ans) ancien juge d'instruction près le tribunal de la Seine, était pris, un fusil à la main. On le mène à Persan, devant un groupe d'officiers : — « J'ai servi mon pays, dit-il, j'ai fait ce que tous les Français devraient faire ! » Et comme on le menait dans un champ de betteraves, pour le fusiller, il s'écria : « Je meurs pour la patrie, je meurs content (1) ! »

(1) Voir *Les Prussiens à l'Isle-Adam et à Parmain* par le Dr Abbadie.

Les Prussiens n'osaient cependant pas encore pénétrer dans Parmain que venaient d'abandonner les francs-tireurs. Ils y entrèrent le lendemain, et pour l'incendier. Le joli village paya de sa ruine l'héroïsme de ses habitants et la lutte des francs-tireurs. Quant à l'Isle-Adam, la petite ville, riche et assez effrayée de l'audace de Parmain qui osait se défendre, elle fut préservée et ne connut point le poids de la vengeance allemande, n'ayant pas connu l'amère joie de la résistance française.

Quelques jours après Parmain, Saint-Quentin, dans le département de l'Aisne, — département qui fut un des plus durement traités par les Prussiens (1), — Saint-Quentin allait aussi résister, et victorieusement, à l'ennemi.

M. Anatole de la Forge, nommé préfet de l'Aisne par le gouvernement de la défense nationale, avait transporté le siège de la préfecture à Saint-Quentin, le chef-lieu, Laon, étant occupé par les Prussiens. Homme d'une bravoure éprouvée, d'un talent viril et d'un caractère sympathiquement chevaleresque, l'historien de la *République de Venise* voulait agir, devant l'invasion, en suivant l'exemple de Manin, son héros. M. de la Forge était disposé au sacrifice et au dévouement républicain. Dès son arrivée, il avait fait connaître à la commission municipale son programme qui tenait dans un mot : *résistance*.

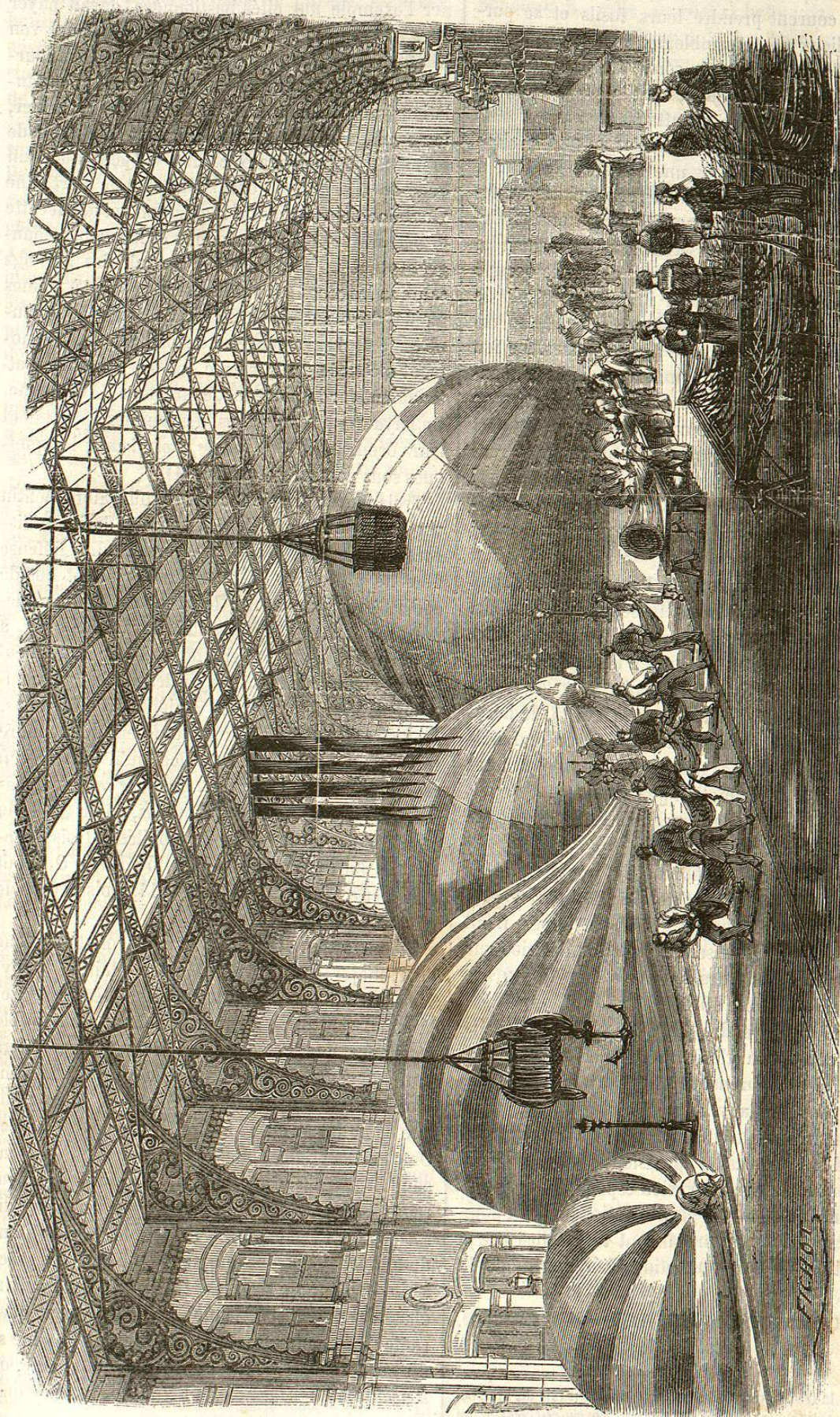
Dès ce moment la ville se préparait à la défense : on faisait sauter les ponts, on construisait des barricades, la garde nationale était pleine d'ardeur. Le 7 octobre, le bruit se répandait que les Prussiens, ayant quitté Laon, se dirigeaient sur Saint-Quentin. Vers minuit, on crie aux armes, on bat la générale, les gardes nationaux vont, sous la pluie, à leurs postes respectifs. C'était une fausse alerte, mais le lendemain devait être fiévreux pour la cité. Une barricade, partant de l'ancienne maison du receveur de la navigation et allant sur le quai du port Gayant en couvrant l'octroi, défendait le pont qui mène à la ville et qu'on avait coupé. Barricade colossale faite d'arbres et de chevaux de frise, les murs de brique près la gare étant crénelés.

Le 8 octobre était jour de marché ; la ville paraissait remuante comme à l'ordinaire. Le temps était sombre, froid.

A dix heures, le tocsin se mit à sonner à grande volée. On battait la générale. Les Prussiens étaient à 2 kilomètres de la ville. Favorisés par la brume et cachant leur marche à travers les bois, ils étaient arrivés aux portes du faubourg sans être aperçus.

(1) Le département a payé en contributions de guerre 34 millions 513 mille francs, soit :

Arrondissement de Laon.....	9,718,096
— Seisson.....	11,779,012
— Château-Thierry...	4,404,871
— Saint-Quentin.....	7,193,031
— Vervins.....	420,803



LE SIÈGE DE PARIS. — Atelier de fabrication des ballons-poste à la gare d'Orléans.

Les boutiques se ferment précipitamment, les hommes courent prendre leurs fusils et se portent aux lieux de rassemblement. La générale redouble! Le lugubre tocsin sonne de plus en plus. On entend déjà la fusillade, c'est la première barricade du faubourg qui est attaquée.

Le préfet, M. Anatole de la Forge, arrive alors un revolver d'une main, une épée de l'autre; il encourage les hommes: «Allons, mes enfants, au devoir!» Les gardes nationaux se portent aux meurtrières de la barricade et tirent sur les Allemands, qui avancent en bon ordre: leur cavalerie occupe les hauteurs du Mesnil, leur infanterie est placée plus bas. Sous la fusillade, les Allemands se replient dans les petites rues transversales. Le feu continue. Les Prussiens tombent, mais ils n'abandonnent pas l'attaque. Ils reviennent à la charge avec fureur. Pendant deux heures on tire de part et d'autre. Quelqu'un parla un moment de se rendre. Le préfet demande aux gardes nationaux qui l'entourent s'ils y consentaient? *Comment ça, répond l'un d'eux, voilà seulement qu'on commence à s'échauffer!*

Il était deux heures, les Prussiens enlevaient leurs morts et leurs blessés, ils semblaient abattus.

Bientôt ils allaient, comme à Parmain, faire sonner la retraite et se retirer en incendiant un moulin, à défaut d'autre demeure.

Le lendemain, M. Anatole de la Forge, le héros de cette journée, blessé à la jambe sur la barricade si bien défendue, adressait à la ville et à ses défenseurs la proclamation que voici (1):

«Le préfet du département de l'Aisne, délégué de la défense nationale,

«Félicite la garde nationale, les pompiers et les francs-tireurs de Saint-Quentin de leur vigoureuse résistance. Jamais vieilles troupes n'ont montré au feu plus de sang-froid et de décision que les vaillants défenseurs de la ville dans la journée du samedi 8 octobre 1870.

«Cette date prendra place dans l'histoire de la cité, à côté de la glorieuse défense de 1557. La France, si douloureusement éprouvée, verra que les citoyens de la ville de Saint-Quentin, VILLE OUVERTE, n'ont pas dégénéré, et qu'ils reçoivent aujourd'hui l'invasion prussienne comme leurs pères ont reçu jadis l'invasion espagnole.

«Honneur donc aux gardes nationaux, aux pompiers, aux francs-tireurs, ils ont tous, ainsi que la population de Saint-Quentin, bien mérité de la Patrie.

A Saint-Quentin, en l'hôtel de la préfecture, le 9 octobre 1870.

«ANATOLE DE LA FORGE.»

(1) Je la trouve dans un livre excellemment fait de M. Abel Deroux, rédacteur en chef du *Gleaneur de Saint-Quentin*, un des otages qu'emmenèrent plus tard les Prussiens. Voyez l'*Invasion de 1870-71 dans l'arrondissement de Saint-Quentin*.

Saint-Quentin, ville ouverte qui osait ainsi donner l'exemple aux cités bastionnées, devait payer cher son courage. Le 21 octobre, le colonel von Khalden, à la tête de dragons et de Mecklembourgeois, arrivait, féroce et dur, réclamant la capitulation immédiate, menaçant de piller, de brûler, imposant, réquisitionnant, exigeant la remise de toutes armes, jusqu'aux cannes à épée, dans un délai de deux heures; cela sous peine de mort. Une vingtaine de voitures de réquisition suivaient cette armée aux types slaves, hideux et farouches, mangeant, tout en demeurant à cheval, des harengs saurs en les croquant par la tête et prenant à pleines mains, dévorant du lard cru. La commission municipale fit bravement son devoir. Elle fut un moment menacée de la prison, et les conseillers attendaient sur la place le départ pour l'Allemagne. On paya. De pauvres gens, des femmes apportaient leurs économies, *deux francs, trois francs*, les quelques sous possédés et cachés (1).

Trois jours après le 8 octobre, où Saint-Quentin avait eu, selon le mot de M. Gambetta dans son discours au banquet pour l'anniversaire de la défense de cette ville, la volonté de mourir plutôt que de céder, trois jours après, le 11 octobre, un parlementaire prussien se présentait devant Soissons, à la porte de Reims, et demanda à M. de Noue, lieutenant-colonel de l'état-major des places, qui commandait la ville, quelles étaient ses intentions. M. de Noue répondit, comme auraient dû répondre tous les commandants de place, qu'il s'ensevelirait sous les murs de la ville plutôt que de se rendre. Il n'avait guère, pour défendre Soissons, qu'un dépôt de 15<sup>e</sup> de ligne, un bataillon de mobiles et trois batteries de l'artillerie des mobiles du Nord. On était dans cette ville qui subit, en 1814, trois heures de pillage, disposé à combattre.

Soissons apprenait presque en même temps que l'état-major d'un corps prussien était à Vailly. L'attaque approchait, et la garnison très-résolue et la population opposaient ensemble une honorable résistance aux envahisseurs. Dans les premiers jours du siège on eut absolument l'espoir de vaincre. Les assiégés ont de ces chimères. Il semblait que ce ne fût là qu'une épreuve de courte durée. On s'enivrait de ces mensonges consolants qui ont conduit jusqu'à la plus amère déception la malheureuse France. «On annonçait, par exemple, dit l'*Argus* du 18 septembre, la marche vers Soissons du maréchal Bazaine, qui, débloqué de Metz, grâce à vingt-cinq mille Kabyles et à Abd-el-Kader, pourchassait l'armée prussienne à la tête de cent quarante mille hommes. On se répétait que Bazaine se dirigeait sur Lappion, au nord-est de Sissonne, où il avait commandé des vivres.» Nous les connaissons,

(1) Voyez la *Guerre nationale*, chez Al. Lemerre.

hélas! pour les avoir éprouvées, ces angoisses de l'assiégé qui font voir dans un mirage, au Strasbourg monté sur le Munster, les Français qui approchent, angoisses qui font entendre au Parisien bloqué, privé de nouvelles, l'écho du canon de l'armée de la Loire.

Les volontaires de la garde nationale de Soissons faisaient, le plus souvent possible, des sorties. Ils débloquaient, par exemple, le 24 septembre, les canonniers volontaires de Soissons que l'ennemi entourait, et ce jour-là, comme le dit un témoin, «si, au lieu d'être deux cents, ils avaient été deux mille, ils eussent pu occuper les hauteurs avec de l'infanterie et des pièces de campagne, et jamais peut-être Soissons n'eût été pris.» Il l'eût été sans doute, mais plus tard.

Soissons ne devait se rendre, au surplus, qu'après trente-sept jours de siège et un bombardement en règle. Dès les premiers jours, des femmes étaient tuées. «Depuis trois jours, écrivait un assiégé à la date du 29 septembre, la garnison assiste à un spectacle grandiose et triste en même temps. Les faubourgs brûlent sur un long parcours.» Le 12 octobre, le bombardement commençait et atteignait bientôt le *summum* d'intensité. Les Prussiens avaient établi sur les monts de Presles quarante-cinq pièces de gros calibre, correspondant à nos pièces de 24 rayés, et foudroyaient la ville. La manutention et l'hôpital brûlaient dès le second jour. Il y eut alors des choses tristes. On doit les signaler pour les flétrir. *Le capitaine des pompiers donna sa démission, disant que ses hommes n'étaient point faits pour éteindre les incendies sous le feu de l'ennemi.*

Saint-Jean était criblé de projectiles. Durant trois jours et trois nuits le bombardement continua. Le troisième jour, les pertes s'élevaient à huit millions. Le conseil municipal, établi en permanence, demande qu'on se rende. Une brèche de 30 à 40 mètres était pratiquée déjà au bastion 3. Comment repousser l'assaut? 22,000 Prussiens étaient là contre 4,000 gardes mobiles ou fantassins du dépôt, soldats depuis un mois ou deux. Soissons se rendit le 16 novembre. «Elle s'était défendue opiniâtrement, disent eux-mêmes les ouvrages inspirés par la Prusse. On y fit prisonniers 99 officiers, et 4,633 soldats avec 128 canons. Les Prussiens s'emparèrent d'une grande quantité de munitions et de vivres, et d'une caisse contenant 92,000 francs (1).

(1) On avait admiré, durant le siège, les artilleurs de la mobile de Lille, fidèles à la tradition et dignes des vieux canonniers lillois. «Au moment où l'artillerie ennemie passait devant eux, l'officier qui la commandait se pencha sur son cheval et dit d'un ton interrogatif: «*Artillerie?*» — On lui répondit: «*Oui, artillerie mobile!*» Et il s'écria en battant des mains: «*Ah! bravo, artillerie mobile, bravo!*» Et les artilleurs prussiens battaient des mains en criant: «*Bravo, l'artillerie!*»

Six jours après, tombait une place forte d'Alsace. Schelestadt, ville de 10,000 habitants, autrefois chef-lieu du département du Bas-Rhin, arrosée par l'Ill, entourée de prairies et de bois, et dominant le chemin de fer qui relie Strasbourg à Belfort. Schelestadt était assiégée par la division de la landwehr de réserve aux ordres du général von Schmeling. Ce général, entré en Alsace, après avoir passé le Rhin en bac, à Neuenbourg, le 1<sup>er</sup> et le 2 octobre avait envoyé d'abord un détachement sur Mulhouse, ville industrielle, riche et qu'on pouvait rançonner; puis, il avait marché sur Neuf-Brisach, qu'il avait bombardée dans la nuit du 7 au 8 octobre, sans que M. de Kernor, lieutenant-colonel, commandant de place, eût voulu se rendre. Von Schmeling fit alors venir de Strasbourg des pièces de siège et se porta vers Schelestadt; le commandant, M. de Reinach de Foussemagne, chef d'escadron, sommé de se rendre et à qui on demandait ses conditions, répondit d'abord fièrement: — «Mes conditions, ce sont mes canons!» C'était le 9 octobre. Le 20, le général von Schmeling ayant reçu des renforts d'artillerie, commença le feu contre la ville; dans la nuit du 22 au 23 octobre, la première parallèle était ouverte à six cents pas à l'est de la place, et, dès le 23, au matin, 32 pièces de canon couvraient Schelestadt de leurs projectiles. M. de Reinach était contraint, et assez tristement, à arborer drapeau parlementaire. Il y eut ce jour-là des scènes douloureuses. Les soldats se révoltèrent et pillèrent. Quelle honte! trois bataillons prussiens firent la police dans Schelestadt rendue. Aussitôt recommença le bombardement de Neuf-Brisach, qui devait succomber le 16 novembre. La ville fut mal défendue, le fort Mortier, qui la domine, ayant été contraint de capituler. Il n'avait (toujours l'incurie impériale) que six pièces de canon. Les Allemands — ceci n'est pas à la gloire des défenseurs de Neuf-Brisach — ne comptèrent dans ce siège que huit morts et dix-huit artilleurs blessés. Les Prussiens firent à Schelestadt 2,000 prisonniers et 5,000 à Neuf-Brisach.

Il est temps de se consoler de ces capitulations avec un tableau plus digne de la renommée de la France. Au surplus, à l'heure même où Schelestadt tombait, et Neuf-Brisach après elle, Phalsbourg arborait encore héroïquement le drapeau tricolore, Thionville n'était point prise, et Bitché, l'invaincue, défait les Bavares qui la cernaient. Belfort allait bientôt à son tour résister fièrement à l'ennemi. Nous raconterons, à son heure, cette glorieuse histoire. Pour le moment, arrêtons-nous devant Verdun qui va succomber, la veille même du jour où les Allemands seront vaincus à Coulmiers, et saluons la résistance superbe et peu connue de cette ville.

Verdun, défendue par mille hommes de troupes